

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 73.
N° 9.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO ME 1924.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale. ...	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCÉS

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 15
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1924

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
16 avril..... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 27 février 1924, modifiant le décret du 28 juillet 1918 réglementant les autorisations personnelles en matière minière.....	125
23 avril..... Arrêté promulguant dans la Colonie la loi du 12 février 1924, remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.....	127
11 février..... Arrêté ministériel relatif à l'établissement du tableau d'avancement de 1924, pour la Magistrature coloniale.....	127

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

14 avril..... Arrêté prorogeant pour un délai d'un mois la saison de la plongée à l'île Scilly (Iles-Sous-le-Vent).....	128
19 avril..... Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 970 francs au titre du Budget municipal, exercice 1924.....	128
19 avril..... Arrêté fixant les règles de recrutement et d'avancement, le cadre et le traitement du personnel local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie.....	128
19 avril..... Arrêté réglementant le prix des passages autorisés à bord des chaloupes "Taiohae" et "Atuona".....	130
19 avril..... Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 15.000 francs au titre du Budget municipal, exercice 1924.....	131
19 avril..... Arrêté rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1924.....	131
19 avril..... Arrêté autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables, pour impôt sur la propriété bâtie concernant l'année 1923.....	131
19 avril..... Arrêté autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des décharges accordées à divers contribuables, sur l'exercice 1923, et autorisant le remboursement d'une somme de 164 fr. 16 centimes.....	132
19 avril..... Arrêté rendant exécutoires divers rôles principaux et supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao, Moorea, les Iles-Sous-le-Vent, les Marquises, Gambier, Tubuai et Rurutu, pour les années 1924 et 1923.....	132
19 avril..... Arrêté autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables, sur l'exercice 1923, et autorisant le remboursement d'une somme de 85 fr. 03 centimes.....	134
19 avril..... Arrêté fixant le mode de dégrèvement du montant des coupons-réponse internationaux dont le solde est inférieur à 25 francs par Administration débitrice.....	134
26 avril..... Arrêté ajoutant les îles Hereheretue et Nukutepti aux îles ouvertes à la plongée, en 1924, dans l'archipel des Tuamotu.....	134
28 avril..... Arrêté portant modification des taxes postales internationales.....	135
Extraits.....	135

AVIS OFFICIELS

Ministère de la Justice. — Extraits de requêtes aux fins de liquidation de biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre.....	136
Elections à la Chambre d'Agriculture. — Résultats du scrutin du 6 avril 1924..	137
Imprimerie du Gouvernement. — Avis.....	135

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 31 mars 1924.....	137
Statistique sanitaire de la Commune de Papeete, du 1 ^{er} trimestre 1924.....	141
Marche présumée des paquebots de l'"Union Steam Ship Company", pendant l'année 1924.....	143
Annonces judiciaires.....	137
— commerciales et avis divers.....	140

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 27 février 1924, modifiant le décret du 28 juillet 1918 réglementant les autorisations personnelles en matière minière.

(Du 16 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 27 février 1924, modifiant le décret du 28 juillet 1918 réglementant les autorisations personnelles en matière minière,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 27 février 1924, modifiant le décret du 28 juillet

1918 réglementant les autorisations personnelles en matière minière.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 avril 1924.

RIVET.

DÉCRET

(Du 27 février 1924.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 6 juillet 1899, 26 janvier 1912, 28 janvier 1913, 16 et 17 octobre 1917 et 19 juillet 1923 portant réglementation des mines respectivement dans l'Afrique continentale, en Indochine, Nouvelle-Calédonie, Guyane, dans les Etablissements français de l'Océanie et à Madagascar;

Vu le décret du 23 octobre 1920 rendant applicable au Togo et au Cameroun le décret du 6 juillet 1899 sur les mines de l'Afrique continentale;

Vu le décret du 8 janvier 1916 fixant les conditions relatives à l'octroi des permis miniers dans les colonies françaises;

Vu le décret du 28 juillet 1918 fixant les conditions relatives à l'octroi de l'autorisation personnelle en matière d'exploration, de recherches et d'exploitation de mines dans les colonies françaises;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans les colonies françaises, les pays et protectorats autres que la Tunisie, l'Algérie et le Maroc et dans les pays sous mandat français, nulle personne, nulle société civile ou commerciale ne peut entreprendre ou poursuivre des recherches ou une exploitation minières sans être munie d'une autorisation personnelle délivrée par l'autorité ayant qualité pour instituer le permis d'exploitation ou les concessions minières.

Art. 2. — Aucun permis de recherches ou d'exploitation ou concession de mines ne peut être accordé qu'à des personnes ou sociétés préalablement munies de l'autorisation personnelle prescrite à l'article 1^{er}.

La demande de permission de concession doit rappeler le numéro et la date de l'autorisation personnelle dont le requérant est titulaire.

L'autorisation peut être accordée soit pour l'ensemble des substances concessibles, soit seulement pour les mines d'une ou plusieurs catégories déterminées ou pour les mines de substances déterminées.

Art. 3. — L'autorisation peut être refusée par l'autorité visée à l'article 1^{er} sans qu'il soit nécessaire de faire connaître les motifs du refus.

L'autorisation peut être retirée par arrêté du Gouverneur (ou Gouverneur général) en Conseil privé, Conseil d'administration ou commission permanente du Conseil de gouvernement, sans que ce retrait puisse avoir un effet rétroactif et sans qu'il soit nécessaire de faire connaître les motifs de cette mesure ni que celle-ci puisse ouvrir à l'intéressé aucun droit à indemnité ou dédommagement quelconque.

Art. 4. — Les cessions, amodiation, transmission entre vifs faites à un titre quelconque, sous quelques conditions et formes

que ce soit, de permis de recherche ou d'exploitation ou de concession de mines ne peuvent être faites, sous peine des sanctions prévues par l'article 6, qu'en faveur de personnes munies d'une autorisation personnelle.

Art. 5. — Les personnes ou sociétés, appelées à recueillir, par voie d'héritage, des permis de recherches ou d'exploitation ou des concessions de mines, doivent, au moment du renouvellement des permis miniers en vigueur ou de leur transformation en permis d'exploitation ou en concessions, et, en tout cas, dans le délai maximum d'un an après la date du décès du précédent titulaire faire requête auprès du Chef du service des mines à l'effet d'obtenir soit l'autorisation personnelle prévue à l'article 1^{er}, soit l'autorisation de se substituer une personne ou société munie de ladite autorisation personnelle.

Si un permis minier ou concession minière reste indivis entre des personnes dont les unes sont munies et les autres ne sont pas munies de l'autorisation personnelle, il devra être procédé à une licitation.

Art. 6. — En cas d'infraction aux dispositions qui précèdent, l'annulation pure et simple des permis de recherches ou la déchéance des permissionnaires d'exploitation et concession minière pourra être prononcée par arrêté de l'autorité visée à l'article 1^{er}.

Art. 7. — Les personnes ou sociétés à qui transmission a été faite par actes entre vifs ou par voie d'héritage, sous l'empire du décret du 28 juillet 1918, de permis de recherches ou d'exploitation ou de concessions de mines, et qui n'auront pas encore, à la date d'application du présent décret, sollicité la demande en autorisation personnelle prescrite par ledit décret, devront régulariser la situation par une demande adressée au Chef du Service des mines au moment du renouvellement des permis miniers en vigueur ou de leur transformation en permis d'exploitation ou en concession, et en tout cas dans le délai maximum d'un an, à compter de la date d'application du présent décret. Faute de quoi, ils seront tenus comme ayant fait infraction aux dispositions du présent décret et seront passibles des sanctions prévues à l'article 6.

Art. 8. — Les prescriptions du présent décret et celles de l'article 2 du décret du 8 janvier 1916 sont applicables à toutes personnes ou sociétés ayant, sous une forme quelconque, la jouissance ou le contrôle de permis de recherches ou d'exploitation ou de concession.

Art. 9. — Des arrêtés du Gouverneur (ou Gouverneur général) en Conseil privé, Conseil d'administration ou commission permanente du Conseil de gouvernement régleront les conditions d'application du présent décret.

Art. 10. — Le décret du 28 juillet 1918 est abrogé.

Art. 11. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des colonies, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 février 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie la loi du 12 février 1924, remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.

(Du 23 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu la loi du 12 février 1924, remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutée selon ses forme et teneur, la loi susvisée du 12 février 1924, remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 avril 1924.

RIVET.

LOI remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.

(Du 12 février 1924.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Sera puni de trois mois à trois ans de prison et d'une amende de mille francs (1.000 fr.) à vingt mille francs (20.000 fr.), quiconque, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

Art. 2. — Sera puni de six mois à trois ans de prison et d'une amende de cinq mille francs (5.000 fr.) à cinquante mille francs (50.000 fr.), quiconque, aura, même sans emploi de moyens frauduleux :

1^o Opéré ou tenté d'opérer la baisse des devises nationales, dans un but de spéculation ;

2^o Provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription, dans un but de dépréciation.

Art. 3. — La peine sera de un an à cinq ans de prison et d'une amende de dix mille francs (10.000 fr.) à cent mille francs (100.000 fr.), si les agissements définis à l'article précédent ont été accompagnés ou de faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, ou de voies ou moyens frauduleux quelconques.

Art. 4. — Dans tous les cas prévus à la présente loi, lorsque le délinquant sera un étranger, la juridiction saisie prononcera, en outre, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français. Au cas où cet étranger, malgré cette interdiction, rentrerait sur le territoire français, il sera condamné à une peine de trois mois à un an de prison et à une amende de mille francs (1.000 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.). A l'expiration de sa peine, il sera reconduit à la frontière.

Art. 5. — L'article 463 du code pénal sera applicable, sauf lorsqu'il s'agira d'un délinquant déjà condamné pour l'un des délits prévus et réprimés par la présente loi et reconnu coupable à nouveau de l'un des délits prévus et réprimés par celle-ci; dans ce dernier cas, le sursis à l'exécution de la peine prévu par l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 sera également inapplicable.

Art. 6. — La loi du 3 février 1893 tendant à compléter les articles 419 et 420 du code pénal est abrogée.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,

MAURICE COLRAT.

Le Ministre des finances,

CH. DE LASTÉYRIE.

ARRÊTÉ ministériel relatif à l'établissement du tableau d'avancement de 1924, pour la Magistrature coloniale.

(Du 11 février 1924.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 5 septembre 1923, instituant un tableau d'avancement pour le personnel de la magistrature coloniale, et notamment les articles 2, 3, 9 et 10 ainsi conçus :

Art. 2. — ... Les propositions doivent être motivées; elles sont transmises, au Ministre des colonies, ainsi que les notes et documents qui les accompagnent, avant le 1^{er} juin de chaque année.

Art. 3. — ... La commission peut exceptionnellement provoquer, par l'intermédiaire du Ministre des colonies, des propositions supplémentaires.

Art. 9. — Nul ne peut obtenir une promotion de classe s'il n'a accompli au moins deux années de séjour colonial et de services effectifs dans la classe immédiatement inférieure au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le tableau est dressé.

Une seule année de séjour colonial est nécessaire pour passer d'un échelon à un des échelons supérieurs...

Art. 10. — Par dérogation aux règles ci-dessus, un arrêté du Ministre des colonies déterminera les conditions dans lesquelles les propositions seront faites pour le tableau d'avancement de 1924 et la date à laquelle la commission devra se réunir pour l'établir.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — En vue de l'établissement du tableau d'avancement de 1924 pour la magistrature coloniale, la commission de classement examinera, en dehors des dossiers des magistrats régulièrement proposés, ceux des magistrats qui, remplissant toutes les conditions nécessaires pour être proposés, n'ont pu l'être par leurs chefs hiérarchiques, en raison de la situation particulière dans laquelle ils se sont trouvés.

Art. 2. — La commission de classement se réunira sur la convocation de son président dans la deuxième quinzaine de février pour établir le tableau d'avancement de 1924.

Fait à Paris, le 11 février 1924.

A. SARRAUT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ prorogeant pour un délai d'un mois la saison de la plonge à l'île Scilly (Iles-Sous-le-Vent).

(Du 14 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 13 février 1924, fixant l'ouverture de la plonge à l'île Scilly en 1924;

Vu la lettre en date du 7 avril 1924, des Représentants de la Société Agricole de Mopelia sollicitant une prolongation d'un mois pour la plonge au scaphandre à Scilly;

Sur la proposition du Secrétaire Général et l'avis conforme du Chef du Service de la Navigation,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La saison de plonge dans le 1^{er} secteur de l'île Scilly, fixée, par l'arrêté du 13 mars 1924 précité, du 1^{er} mars au 30 juin, est prorogée pour un délai d'un mois.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Chef p. i. du Service
de la Navigation,
LE GAYIC.

ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 970 francs au titre du Budget municipal, exercice 1924.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'art. 336 du décret du 30 décembre 1912;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 8 mars 1879, instituant un Conseil Municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 30 mai 1890;

Vu la délibération du Conseil Municipal dans sa session ordinaire du 8 février 1924;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au Chapitre 7, art. unique : « Dépenses imprévues », du Budget municipal de l'exercice 1924, un

crédit supplémentaire de neuf cent soixante-dix francs, destiné :

1 ^o — Au paiement d'une provision judiciaire à M. L. Sigogne.	750 fr.
2 ^o — Au paiement de la part revenant à MM. Marchal et Pai a Peni, sur un trésor trouvé sur un terrain de la Commune	220 fr.
Somme totale.	970 fr.

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit au moyen des ressources de l'exercice 1924.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

ARRÊTÉ fixant les règles de recrutement et d'avancement, le cadre et le traitement du personnel local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde, modifié par celui du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies, notamment le § 3 de l'article 2 sur le personnel des bureaux des Secrétariats Généraux des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats Généraux des colonies;

Vu l'arrêté du 21 février 1913, déterminant la composition de la Commission chargée de dresser chaque année le tableau d'avancement du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 24 avril 1913, fixant la composition du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie, modifié par celui du 28 janvier 1921;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Recrutement.

Article 1^{er}. — Nul ne pourra être admis dans le personnel local du Secrétariat Général que par voie de concours et en qualité de Commis de 3^{me} classe.

Une décision fixera la date des concours, ainsi que le nombre des places dont l'Administration pourra disposer en faveur des candidats.

Art. 2. — Les candidats devront se faire inscrire sur une liste ouverte à cet effet au Secrétariat Général et par demande adressée au Secrétaire Général.

Art. 3. — Ne peuvent prendre part à ce concours que les candidats âgés de vingt-un ans au moins et de trente ans au plus au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle sont subies les épreuves, à moins qu'ils ne comptent des services antérieurs admissibles pour la retraite. Les candidats doivent en outre être pourvus d'un diplôme de bachelier ou du brevet supérieur de l'Enseignement primaire.

Art. 4. — Les candidats devront produire à l'appui de leur demande :

- 1° Une expédition authentique de leur acte de naissance ;
- 2° Un extrait de leur casier judiciaire ;
- 3° Un certificat de bonne vie et mœurs ;
- 4° Un certificat médical constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie ;
- 5° Un certificat constatant les services antérieurs dans des Administrations publiques, s'il y a lieu ;
- 6° Les diplômes prévus au précédent article ;
- 7° Justifier qu'ils ont satisfait aux obligations militaires.

Art. 5. — Les épreuves seront subies devant une Commission de cinq membres, désignée par le Gouverneur.

Art. 6. — Les épreuves seront divisées en deux parties : les épreuves écrites et les épreuves orales.

Art. 7. — Les épreuves écrites comprendront :

- 1° La rédaction d'une lettre ou d'un rapport sur l'organisation politique, judiciaire et administrative de la France, de ses colonies et particulièrement celles du Pacifique, y compris l'Indo-Chine ;
- 2° La solution raisonnée de deux problèmes d'arithmétique.

Il sera accordé deux heures pour la rédaction, une heure 1/2 pour les épreuves arithmétiques.

Les épreuves orales consisteront en interrogations sur les matières ci-après :

1° Questions sur la géographie de la France et de ses colonies, particulièrement sur celles du Pacifique français, y compris l'Indo-Chine ;

2° Notions générales sur l'organisation politique, judiciaire et administrative de la France et de ses colonies, particulièrement sur celles du Pacifique français, y compris l'Indo-Chine.

Art. 8. — Les sujets de compositions, choisis par le Gouverneur ou son délégué, seront remis sous plis cachetés au Président de la Commission le jour même des opérations du concours.

Art. 9. — Chacune des parties, tant de l'examen écrit que de l'examen oral, donnera lieu à une note variant entre 0 et 20, qui devra être formulée ainsi qu'il suit :

- | | |
|-----|---------------------|
| 0. | Nul. |
| 1. | 2. Très mal. |
| 3. | 4. 5. Mal. |
| 6. | 7. 8. Médiocre. |
| 9. | 10. 11. Passable. |
| 12. | 13. 14. Assez bien. |
| 15. | 16. 17. Bien. |
| 18. | 19. Très bien. |
| 20. | Parfaitement. |

La moyenne des notes ainsi données constituera la valeur de chaque épreuve, qu'il y aura lieu de multiplier par les coefficients indiqués ci-après :

Rédaction ou rapport.....	3.
Ecriture.....	1.
Orthographe.....	2.
Problèmes.....	2.
Géographie et organisation.....	3.

Art. 10. — Nul n'est admis si la somme des points qu'il a obtenu

nus est inférieure à 120 et si la note qui lui a été donnée pour une matière quelconque est inférieure à 8.

La liste définitive de classement des candidats sera établie par la Commission et transmise au Gouverneur.

Art. 11. — La totalité des emplois de Commis de 3^{me} classe est attribuée aux candidats ayant subi avec succès les épreuves du concours, ils sont nommés d'après leur ordre de classement.

Le quart des emplois de Commis de 2^{me} classe est attribué aux Commis de 3^{me} classe.

Les trois autres quarts sont réservés, en exécution de la loi du 30 janvier 1923, aux sous-officiers ou aux officiers marins retraités, ainsi qu'aux mutilés de guerre ; ceux de ces emplois qui ne pourraient, faute de candidats, être attribués à ces dernières catégories seront dévolus aux Commis de 3^{me} classe.

Les emplois de Commis de 1^{re} classe et de Commis principaux sont respectivement attribués, pour la totalité, aux Commis de 2^{me} classe et aux Commis de 1^{re} classe.

Le nombre maximum des Commis principaux ne peut dépasser le quart de l'effectif total du personnel du cadre local du Secrétariat Général.

Avancement.

Art. 12. — L'avancement dans le personnel du cadre local est donné, pour les trois quarts, au choix, et, pour un quart, à l'ancienneté.

Nul ne pourra être promu à une classe supérieure s'il n'a pas au moins un an d'exercice dans la classe qu'il occupe.

Aucun agent ne pourra recevoir un avancement au choix s'il ne figure au tableau dressé à cet effet.

Nul ne peut être inscrit au tableau d'avancement pour la classe supérieure, s'il ne justifie d'un an d'ancienneté au moins dans la classe dont il est titulaire.

Nul ne peut être inscrit au tableau d'avancement pour l'emploi de Commis principal, s'il ne justifie d'un an d'ancienneté au moins dans la 1^{re} classe de l'emploi de Commis.

Art. 13. — Le tableau d'avancement du personnel du cadre local du Secrétariat Général est dressé par une Commission composée de la manière suivante :

Le Secrétaire Général, *Président* ;

Un Membre fonctionnaire du Conseil d'Administration, désigné par le Gouverneur ;

Un Magistrat désigné par le Chef du Service Judiciaire.

Un Commis principal du Secrétariat Général remplit les fonctions de Secrétaire.

Art. 14. — La Commission se réunit sur la convocation de son Président.

Le tableau d'avancement est établi dans le courant du mois de décembre, pour l'année suivante. Après avoir été soumis à l'approbation du Gouverneur, il sera publié au numéro du *Journal officiel* de la Colonie qui suivra son approbation.

Ne peuvent être inscrits au tableau que les candidats remplissant, au moment de la réunion de la Commission, ou devant remplir au plus tard au 1^{er} janvier suivant, toutes les conditions exigées. Les candidats sont inscrits par ordre de préférence et nommés dans cet ordre.

Le nombre des inscriptions au tableau d'avancement pour l'emploi de Commis principal ne peut dépasser le quart de l'effectif réglementaire du dit emploi.

Lorsque le tableau annuel est épuisé, un tableau complémentaire peut être dressé en cours d'année. Ne peuvent y figurer que les candidats remplissant, au moment où il est établi, les conditions

exigées ou devant les remplir, au plus tard, le 1^{er} du mois qui suit celui au cours duquel le tableau est dressé.

Cadre.

Art. 15. — Le cadre du personnel local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie est composé de la manière suivante :

Commis principaux.....	4
Commis de 1 ^{re} classe.....	4
Commis de 2 ^{me} classe.....	5
Commis de 3 ^{me} classe.....	3

Les Commis sont employés soit dans les bureaux du Secrétariat Général à Papeete ou Services relevant du Secrétaire Général, soit comme Agents spéciaux dans les Etablissements secondaires.

Traitement.

Art. 16. — Le traitement du personnel local du Secrétariat Général est fixé ainsi qu'il suit :

	Solde de présence	Supplément colonial	Solde totale
Commis principal après 12 ans....	11.000 ^f »	7.700 ^f »	18.700 ^f »
id. après 9 ans....	10.000 »	7.000 »	17.000 »
id. après 6 ans....	9.000 »	6.300 »	15.300 »
id. après 3 ans....	8.000 »	5.600 »	13.600 »
Commis principal.....	7.000 »	4.900 »	11.900 »
Commis de 1 ^{re} classe.....	6.000 »	4.200 »	10.200 »
— de 2 ^{me} classe.....	5.000 »	3.500 »	8.500 »
— de 3 ^{me} classe.....	4.500 »	3.150 »	7.650 »

Discipline.

Art. 17. — Les peines disciplinaires que peuvent encourir les Commis principaux et Commis, sont :

- Le blâme avec inscription au dossier ;
- La radiation du tableau d'avancement ou la suspension de l'avancement à l'ancienneté pendant une année ;
- La rétrogradation de classe ou de grade ;
- La révocation.

Si l'intérêt public l'exige, le Gouverneur peut interdire à un fonctionnaire l'exercice de ses fonctions. L'affaire doit être soumise à la Commission d'enquête dont la composition est fixée par l'article 21, dans le délai de deux mois.

Art. 18. — Le blâme avec inscription au dossier est prononcé par le Chef de la Colonie, sur la proposition du Secrétaire Général.

Art. 19. — La radiation du tableau d'avancement et la suspension de l'avancement à l'ancienneté sont prononcées par le Gouverneur, sur la proposition du Secrétaire Général, après avis de la Commission prévue à l'article 13.

Art. 20. — La rétrogradation et la révocation sont prononcées par la même autorité sur le rapport motivé du Secrétaire Général après avis d'une Commission d'enquête constituée par le Gouverneur conformément aux indications de l'article suivant et aux dispositions de l'art. 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 21. — La Commission d'enquête est composée de la façon suivante :

- Un Chef ou un Sous-Chef de bureau du Secrétariat Général, *Président* ;
- Un Sous-Chef de bureau du Secrétariat Général ;

Un Commis d'une classe au moins égale à celle de l'intéressé, et, en cas d'égalité de classe, d'une ancienneté supérieure.

Dans le cas où la situation du personnel présent dans la Colonie ne permettrait pas de composer la Commission d'enquête dans les conditions indiquées ci-dessus, le Gouverneur y pourvoit en remplaçant les membres manquants par des fonctionnaires des autres Services.

Le fonctionnaire frappé de rétrogradation prend rang dans sa nouvelle classe du jour de la décision qui le frappe et ne peut être proposé pour l'avancement qu'après avoir effectué, dans cette classe, le temps minimum exigé pour être élevé à la classe supérieure, sans qu'il puisse lui être tenu compte du temps qu'il y aurait passé antérieurement.

Art. 22. — Les arrêtés des 21 février 1913, 24 avril 1913 et 28 janvier 1921, ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté, sont et demeurent abrogés.

Art. 23. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

ARRÊTÉ réglementant le prix des passages autorisés à bord des chaloupes "Taiohae" et "Atuona".

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la lettre n° 17, du 17 février 1924, de M. l'Administrateur des Iles Marquises, relative aux prix des traversées sur les chaloupes "Taiohae" et "Atuona" affectées à cet archipel ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dans le cas où des particuliers seraient autorisés à s'embarquer sur les chaloupes du Service Local : "Taiohae" et "Atuona", les frais de passage seront remboursés au Budget local de la façon suivante :

Groupe Nord-Ouest.

Voyage d'aller de Taiohae à Hakani (et vice versa).....	15 fr.
— — Houmi.....	15 fr.
— — Atiheu, Akapu et Pua.....	25 fr.
— — Ua-Po.....	30 fr.
— — Ua-Uka.....	30 fr.
— — Hakani ou de Houmi à Atiheu, Akapu et Pua.....	20 fr.
— — Ua-Uka à Ua-Po.....	30 fr.

Groupe Sud-Est.

Voyage d'aller d'Atuona à Hanaiapu (ou vice versa).....	15 fr.
— — Hanapaoa, Puamau et Hanamenu.	25 fr.
— — Motopu.....	15 fr.
— — Vaitaha, Haputoni, Hanateio et Hanatetena.....	25 fr.
— — Fatuhiva.....	35 fr.
— — Tahuata à Fatuhiva.....	30 fr.

Le prix des voyages d'aller et retour est égal au prix de deux voyages d'aller diminué de 25 %.

Art. 2. — Exception faite pour les Agents de l'Administration, leur famille et le personnel à leur service, ainsi que les détenus, nul ne peut être transporté gratuitement sur l'« *Atuona* » et le « *Taiohae* », qui restent affectés exclusivement au Service médical et aux Services administratifs et qui ne devront pas, soit pour embarquer soit pour débarquer des passagers, s'écarter des itinéraires suivis pour les besoins du service.

Art. 3. — Le nombre maximum des passagers pouvant être embarqués est fixé à :

6 pour le « *Taiohae* ».

7 pour l'« *Atuona* ».

Art. 4. — Dans le cas où à défaut de remorqueur les chaloupes « *Atuona* » et « *Taiohae* » en feraient le service, l'employeur aurait à rembourser la valeur d'après le marché en cours du combustible et du graissage employés, augmentés de 50 %.

Pour les passages ou remorquages, l'Agent spécial fera dans sa comptabilité entrer en recettes au titre du Chapitre 4, art. 3 § 2 : « Cession de matériel et main-d'œuvre », les sommes perçues par lui pour ces passages ou remorquages.

Art. 5. — Le Secrétaire Général et l'Administrateur des Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

L'Administrateur des Marquises,
DE POYEN BELLISLE.

ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 15.000 francs au titre du Budget municipal, exercice 1924.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 8 mars 1879, instituant un Conseil Municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 30 mai 1890 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal dans sa session extraordinaire du 1^{er} avril 1924 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au Chapitre 4, art. 1^{er} : « Bâtiments municipaux », du Budget municipal de l'exercice 1924, un crédit supplémentaire de *Quinze mille francs*, destiné à divers travaux.

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit au moyen des ressources de l'exercice 1924.

Art. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1924.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu le décret du 16 juin 1892, sur la taxe des chiens ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle principal de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour l'année 1924, s'élevant à la somme de : *trois mille cent cinquante-sept francs cinquante centimes*, savoir :

Taxe sur les chiens.....	3.130 »
Frais d'avertissements.....	27 50
Total.....	<u>3.157⁵⁰</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables pour impôt sur la propriété bâtie concernant l'année 1923.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1882 ;

Vu l'article 2 (nouveau) de l'arrêté du 17 avril 1917, donnant droit au dégrèvement de l'impôt sur la propriété bâtie pour cause de vacance de maison ;

Vu les déclarations faites par certains propriétaires, en la forme régulière ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures de la somme de : *Cent trente-trois francs cinquante centimes*, montant des dégrèvements pour impôt sur la propriété bâtie, à cause de vacance de maisons, sur l'exercice 1923, accordés à :

1 ^o M. Dehors, pour.....	30 ^f »
2 ^o M. Céran, pour.....	25 50
3 ^o M. Bernière, pour.....	24 »
4 ^o M. Auffray, pour.....	54 »
Total.....	<u>133^f 50</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,*

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des décharges accordées à divers contribuables, sur l'exercice 1923, et autorisant le remboursement d'une somme de 164 fr. 16 centimes.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, § 2, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 16 février 1881, réglementant l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 3 juin 1882, relatif aux réclamations en matière de contributions directes ;

Vu les demandes en décharge formulées par divers patentés ayant cessé d'exercer leur commerce ou industrie pendant l'année 1923 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables, sur l'exercice 1923, s'élevant à la somme totale de dix-huit mille six cent quatre-vingt-cinq francs soixante-treize centimes, savoir :

Patentes fixes.....	11.598 75
— proportionnelles.....	7.046 48
Formules de patentes.....	40 »
Frais d'avertissement.....	0 50
Total général.....	18.685¹73

Art. 2. — Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Le remboursement de la somme de cent soixante-quatre francs seize centimes sera fait aux dénommés ci-après, savoir :

Chan-Nan-Kai n° 4212.....	67 50
Simonet (Etienne).....	30 »
Shan-Wing-Ho n° 1497.....	36 66
Shan-Wing n° 1497.....	30 »
Total.....	164¹46

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,*

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ rendant exécutoires divers rôles principaux et supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao, Moorea, des Îles-Sous-le-Vent, des Marquises, Gambier, Tubuai et Rurutu, pour les années 1924 et 1923.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 23 mars 1884, sur la perception des impôts directs dans les Archipels ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1923, approuvant le Budget des recettes et des dépenses du Service Local, pour l'année 1924 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux et supplémentaires désignés ci-après, des perceptions de Papeete, Taravao, Moorea, Îles-Sous-le-Vent, Marquises, Gambier, Tubuai et Rurutu, pour les années 1924 et 1923, s'élevant ensemble à la somme de deux cent soixante-cinq mille trois cent vingt-deux francs vingt-cinq centimes, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie (Comm ^e).....	66.498 50
Impôt sur la propriété bâtie (Districts).....	5.014 »
Frais d'avertissements.....	45 20
	71.557¹70
Taxe sur les chiens.....	3.820 »
Frais d'avertissements.....	28 60
	3.848 60
Taxe sur les voitures (Commune).....	30.387 27
Taxe sur les voitures (Districts).....	11.664 »
Frais d'avertissements.....	67 60
	42.088 87
Taxe additionnelle sur patentes.....	21.898 65
Frais d'avertissements.....	33 30
	21.931 95

Total de la perception de Papeete..... 139.427 12

PERCEPTION DE TARAVAO.

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	4.828 10
Frais d'avertissements.....	11 30
	4.839 40
Taxe sur les chiens.....	6.130 »
Frais d'avertissements.....	38 60
	6.168 60
Taxe sur les voitures.....	8.357 »
Frais d'avertissements.....	31 »
	8.388 »
Taxe additionnelle sur patentes.....	2.038 32
Frais d'avertissements.....	5 90
	2.044 22

Total de la perception de Taravao..... 21.440 22

PERCEPTION DE MOOREA.

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	2.694 »	
Frais d'avertissements.....	7 70	
		2.701 70
Taxe sur les chiens.....	2.800 »	
Frais d'avertissements.....	18 60	
		2.818 60
Taxe sur les voitures.....	1.580 »	
Frais d'avertissements.....	12 30	
		1.592 30
Taxe additionnelle sur patentes....	388 66	
Frais d'avertissements.....	1 40	
		389 76

Total de la perception de Moorea..... 7.502 36

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	755 85	
Frais d'avertissements.....	0 30	
		756 15

Total de la perception de Makatea..... 756 15

PERCEPTION DE RAIA TEA-TAHAA.

Rôle principal de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	9.911 75	
Frais d'avertissements.....	18 20	
		9.929 95

Total de la perception de Raia tea-Tahaa..... 9.929 95

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle principal de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	2.148 50	
Frais d'avertissements.....	4 70	
		2.153 20

Total de la perception de Huahine..... 2.153 20

PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	1.454 25	
Frais d'avertissements.....	3 30	
		1.457 55
Impôt personnel.....	2.088 »	
Prestation rurale.....	14.616 »	
Frais d'avertissements.....	34 80	
		16.738 80
Taxe sur les voitures.....	340 »	
Frais d'avertissements.....	2 40	
		342 40
Patentes fixes.....	4.355 »	
— proportionnelles.....	1.900 »	
Frais d'avertissements.....	236 70	
		6.491 70
Taxe sur les chiens.....	1.560 »	
Frais d'avertissements.....	11 50	
		1.571 50

Total de la perception de Borabora-Maupiti.. 26.604 95

PERCEPTION DES MARQUISES.

(Groupe Sud-Est.)

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	1.256 25	
Frais d'avertissements.....	2 40	
		1.258 65

Patentes fixes.....	5.775 »	
— proportionnelles.....	3.051 »	
Frais d'avertissements.....	192 80	
		9.018 80

Impôt personnel.....	2.082 »	
Prestation rurale.....	14.574 »	
Taxe sur les chiens.....	4.300 »	
Frais d'avertissements.....	38 20	
		20.994 20

Rôles supplémentaires de 1923.

Impôt personnel.....	48 »	
Prestation rurale.....	336 »	
Taxe sur les chiens.....	50 »	
Patentes fixes.....	90 »	
— proportionnelles.....	75 »	
Formules de patentes.....	10 »	
Frais d'avertissements.....	1 40	
		610 40

Total de la perception d'Atuona..... 31.882 05

(Groupe Nord-Ouest.)

Rôles principaux de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	809 50	
Frais d'avertissements.....	1 10	
		810 60
Impôt personnel.....	1.452 »	
Prestation rurale.....	10.164 »	
Taxe sur les chiens.....	3.390 »	
Patentes fixes.....	4.805 »	
— proportionnelles.....	2.580 »	
Formules de patentes.....	165 »	
Frais d'avertissements.....	27 80	
		22.583 80

Total de la perception de Taiohae..... 23.394 40

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle principal de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	588 »	
Frais d'avertissements.....	1 40	
		589 40

Total de la perception des Gambier..... 589 40

PERCEPTION DE TUBUAI.

Rôle principal de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	673 75	
Frais d'avertissements.....	1 80	
		675 55

Total de la perception de Tubuai..... 675 55

PERCEPTION DE RURUTU.

Rôle principal de 1924.

Impôt sur la propriété bâtie.....	967 »	
Frais d'avertissements.....	2 90	
		969 90

Total de la perception de Rurutu..... 969 90

Total général..... 265.322 25

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,

L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des décharges accordées à divers contribuables, sur l'Exercice 1923, et autorisant le remboursement d'une somme de 85 fr. 03 centimes.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'article 25, § 2, du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 16 février 1884, réglementant l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 3 juin 1882, relatif aux réclamations en matière de contributions directes ;

Vu les demandes en décharge formulées par divers patentés ayant cessé d'exercer leur commerce ou industrie pendant l'année 1923 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables, sur l'Exercice 1923, s'élevant à la somme totale de quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-dix-huit centimes, savoir :

Taxe additionnelle sur patentes fixes.....	50 33
— — proportionnelles.....	39 65
Total.....	89 98

Art. 2. — Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 3. — Le remboursement de la somme de quatre-vingt-cinq francs trois centimes sera fait aux débiteurs ci-après, savoir :

Lieu, Chin Sam n° 3482.....	42 37
Compagnie Franco-Tahitienne.....	42 66
Total.....	85 03

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ fixant le mode de dégrèvement du montant des coupons-réponse internationaux dont le solde est inférieur à 25 francs par Administration débitrice.

(Du 19 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1915, portant réorganisation du Service des Postes dans la Colonie, notamment les articles 122 à 125 ;

Vu l'art. VII, § 8, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle signée à Madrid le 30 novembre 1920 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et sur le rapport du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les coupons-réponse internationaux dont le solde semestriel par Administration débitrice sera inférieur à vingt-cinq francs, seront remboursés au Receveur-comptable des Postes.

Il sera établi à son profit un mandat de dégrèvement sur production d'un état accompagné des pièces justificatives.

Cette dépense sera imputée au Chap. 10, art. 1^{er} § 5, du Budget Local.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Chef du Service des Postes,
BRAOUE.

ARRÊTÉ ajoutant les îles Hereheretue et Nukutepipi aux îles ouvertes à la plonge, en 1924, dans l'archipel des Tuamotu.

(Du 26 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté n° 92, du 23 février 1924, fixant la saison de plonge aux Tuamotu en 1924 ;

Vu la pétition présentée par les habitants de Hereheretue, en date du 7 avril 1924 ;

Considérant que les îles Hereheretue et Nukutepipi n'ont pas été plongées depuis plusieurs années ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté en date du 23 février 1924, relatif à la pêche des huîtres nacrées et perlières dans l'archipel des Tuamotu, pour l'année 1924, est complété par l'adjonction des îles :

Hereheretue et Nukutepipi.

Art. 2. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire, le Chef du Service de Santé, l'Administrateur des Tuamotu, le Chef du Service des Contributions et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Chef du Service Judiciaire,
CORNETTE DE SAINT-CYR.

Le Chef du Service de
Santé,
D^r BOURRAGUÉ.

L'Administrateur des
Tuamotu,
COLLOMBET.

Le Chef du Service des
Contributions,
L. LARQUÈRE.

Le Chef p. i. du Service de
la Navigation,
LE GAYIC.

ARRÊTÉ portant modification des taxes postales internationales.

(Du 28 avril 1924.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu la circulaire ministérielle télégraphique n° 7/1, du 18 avril 1924,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} mai 1924, les taxes postales internationales sont portées de cinquante centimes à soixante-quinze, de trente à quarante-cinq, de vingt-cinq à quarante, de dix à quinze et de cinq à dix centimes.

Les droits de recommandation sont fixés à soixante-quinze centimes.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service des Postes et Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 avril 1924.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

Le Chef du Service des
Postes et Télégraphes,

BRAOUE.

EXTRAITS

Par décision du Gouverneur, n° 173, en date du 14 avril 1924, une bourse entière à l'Ecole Centrale de Papeete est accordée pour les années scolaires 1924-1927 aux enfants désignés ci-après, de l'archipel des Gambier :

Puputauki (Armand), du district d'Akamaru.

Mauru (Hippolyte), du district de Taku.

Par décision du Gouverneur, n° 175, en date du 15 avril 1924, M. Temarii a Teai est nommé aide-mécanicien à la Station de T. S. F. de Mahina, pour compter du 1^{er} avril 1924.

Par arrêté du Gouverneur, n° 178, en date du 17 avril 1924, dispense de production de l'acte de décès de son père est accordée au sieur Tavi a Rimaono, à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle Taheitini a Pou.

Par arrêté du Gouverneur, n° 179, en date du 17 avril 1924, dispense de production de son acte de naissance est accordée à la dame Teata a Faatau, née en 1887 à Uturoa (Ile Raiatea), fille de feu Faatau a Tamu et de Tara a Peu, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Teheura a Marama.

Par décision du Gouverneur, n° 180, en date du 17 avril 1924, un congé administratif de six mois à passer en France est accordé à M^{me} Boissy, Institutrice de 1^{re} classe du cadre métropolitain. Cette institutrice est accompagnée de sa fille âgée de 14 ans.

Par décision du Gouverneur, n° 181, en date du 18 avril 1924, un blâme officiel est infligé à M. Titifauri a Temaurioraa, Président du Conseil du district de Teavaro-Teaharoa (Moorea), pour négligence grave dans l'exercice de ses fonctions.

Par décision du Gouverneur, n° 182, en date du 18 avril 1924, un congé de convalescence de trois mois à passer dans la Métropole, avec usage des eaux de Vichy, est accordé à M. Gentil (Henri), Chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux.

Par décision du Gouverneur, n° 193, en date du 24 avril 1924, M. Tearai a Hanata est nommé Chef adjoint au Président du Conseil du district de Tubuai.

Par décision du Gouverneur, n° 194, en date du 24 avril 1924, un blâme est infligé à M. Tetuamanuhiri, Président du Conseil du district de Raivavae, pour avoir autorisé le départ pour l'Ecole Centrale de Papeete de deux enfants de Raivavae sans savoir s'il y avait de la place pour les y recevoir et sans qu'aucune instruction lui ait été donnée à cet égard.

Par décision du Gouverneur, n° 195, en date du 24 avril 1924, un blâme est infligé à M. Piahuru a Temaititahio, Directeur de l'école de Raivavae, pour avoir envoyé deux enfants de Raivavae à l'Ecole Centrale de Papeete sans savoir s'il y avait de la place pour les y recevoir et sans qu'aucune instruction de ses Chefs lui ait été donnée à cet égard.

Par décision du Gouverneur, n° 196, en date du 24 avril 1924, M^{lles} Junker et Lefebvre, Infirmières parvenues dans la Colonie le 8 mars 1924, sont détachées en qualité d'Infirmières au service général de la Léproserie d'Orofara, pour compter du 22 avril 1924, jour de leur entrée en fonctions.

Par décision du Gouverneur, n° 197, en date du 24 avril 1924, un congé de convalescence d'un mois à passer dans la Colonie est accordé à M^{me} Frébault, Directrice de l'école d'Arue, à compter du 25 avril 1924, suite à un congé de maternité de deux mois.

AVIS OFFICIELS**AVIS D'ADJUDICATION****Service postal interinsulaire des Etablissements secondaires.**

Le Samedi 24 mai 1924, à 15 heures, il sera procédé en séance publique, dans le Cabinet du Secrétaire Général, à l'adjudication, sous soumissions cachetées, de l'entreprise du transport périodique de la correspondance, des colis postaux, du personnel et du matériel de l'Administration, par goëlette française à propulsion mécanique et à voiles, entre Papeete, les Tuamotu, les Marquises, les Iles Australes et les Gambier, du 1^{er} juillet 1924 au 30 juin 1926.

Le cahier des charges de cette adjudication est déposé au Bureau des Finances où le public sera admis à en prendre connaissance tous les jours durant l'ouverture des bureaux.

Ne pourront prendre part à l'adjudication que les citoyens et les Sociétés de nationalité française préalablement agréés par le Gouverneur.

Les demandes en autorisation devront lui parvenir quinze jours au moins avant la date fixée pour l'adjudication.

Elles contiendront un certificat du Maire ou toutes pièces équivalentes constatant la nationalité française des demandeurs et toutes les références utiles en ce qui concerne le Service de navigation qu'ils ont déjà assuré ou auxquels ils ont collaboré.

Elles devront faire connaître en outre les moyens dont les soumissionnaires disposent par eux-mêmes ou par les concours qu'ils se sont assurés, avec les garanties qu'ils peuvent offrir relativement à la bonne exécution du Service.

Cautionnement provisoire 5.000 francs.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Séquestres (Circulaire du 3 nov. 1919)

EXTRAITS DE REQUÊTES

aux fins de LIQUIDATION DE BIENS faisant l'objet d'une mesure de SEQUESTRE DE GUERRE

(Décret du 23 octobre 1919, article 4.)

PROPRIÉTAIRE des BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS visés dans la requête	NATURE DES BIENS VISÉS DANS LA REQUÊTE	SITUATION DES BIENS	MAGISTRAT SAISI DE LA REQUÊTE
Epoux Kraemer (sujets allemands).	Numéraire, mobilier	Caisse des Dépôts et consignations.	President du Tribunal Civil de Papeete.
Société Commerciale de l'Océanie (firme allemande).....	Numéraire, immeubles, créances déclarées, meubles.	Caisse des Dépôts et consignations. Papeete, Tahiti, Moorea, Iles-Sous-le-Vent, Marquises.	id.
Meuel, Hermann (sujet allemand)...	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Ville de Papeete.	id.
Meuel, Gustave (sujet allemand)...	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Ville de Papeete—Tahiti.	id.
Muth, Johan (sujet allemand).....	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Ville de Papeete.	id.
Allgewer, Eugène (sujet allemand).	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Tahiti.	id.
Kriech, Alfred (sujet allemand)....	Numéraire	Caisse des Dépôts et consignations.	id.
Lamprecht (sujet allemand).....	id.	id.	id.
Bohne et C ^{ie} (firme allemande)....	Numéraire, créances.	Caisse des Dépôts et consignations. Papeete.	id.
Burmeister (sujet allemand).....	Numéraire, immeubles, meubles.	id.	d.
Rambke (sujet allemand).....	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Iles Marquises.	id.
Koeppen (sujet allemand).....	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Tahiti.	id.
Jentsch, Otto (sujet allemand).....	id.	Caisse des Dépôts et consignations. Raiatea, Iles-Sous-le-Vent.	id.
Heinze, Richard (sujet allemand)...	Immeubles	Papeete.	id.
Von Driech (sujet allemand).....	Numéraire, immeubles, meubles.	Caisse des Dépôts et consignations. Tubuai.	id.
Shander (sujet allemand).....	Numéraire.	Caisse des Dépôts et consignations.	id.
Ernts, F. (sujet allemand).....	id.	id.	id.

Fait au Parquet de Papeete le 22 avril 1924.

Le Procureur de la République,
Chef du Service Judiciaire,
CORNETTE DE SAINT-CYR.

ÉLECTIONS A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

(Arrêté du 16 mars 1924.)

Résultats du scrutin du 6 avril 1924.

Electeurs inscrits..... 849
Suffrages exprimés..... 525

Ont obtenu :

MM.		NM.	
Villierme, H.....	412 voix.	Iorss, M.....	157 voix.
Teriieroo Teriierooiterai.	400 —	Teihoarii a Aibo.....	152 —
Ahnne, E.....	394 —	Sage (père).....	142 —
Teriitahi Tehaamatai....	392 —	Lévy, Charles.....	139 —
Maratetfau.....	382 —	Jamet.....	133 —

En conséquence, MM. H. Villierme, Teriieroo Teriierooiterai, E. Ahnne, Teriitahi Tehaamatai, Maratetfau, ayant obtenu la majorité, ont été proclamés élus Membres de la Chambre d'Agriculture.

PARTIE NON OFFICIELLE

BANQUE DE L'INDO-CHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

Situation au 31 mars 1924.

ACTIF

Numéraire en caisse.....	1.379.231 ^f 15
Dépôt au Trésor à Paris en garantie de la circulation.	2.902.666 »
Portefeuille et avances diverses.....	9.381.642 77
Administration centrale et correspondants.....	13.411.253 18
Comptes d'ordre et divers.....	1.596.678 88
	<u>28.671.471^f 98</u>

PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation.....	17.259.275 ^f »
Comptes courants et de dépôts.....	2.778.288 48
Effets à payer.....	12.213 »
Comptes d'encaissement.....	1.605.781 55
Administration centrale et correspondants.....	4.664.916 80
Comptes d'ordre et divers.....	2.350.997 15
	<u>28.671.471^f 98</u>

Papeete, le 31 mars 1924.

Le Directeur,

G. DUCHATEAU.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE PAR LICITATION

SUR SURENCHÈRE DU SIXIÈME

au plus offrant et dernier enchérisseur.

Le **Mardi 20 mai 1924**, à 8 heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance, séant au Palais de Justice à Papeete, aux enchères publiques, les im-

meubles ci-après désignés, indivis entre les héritiers MAHURU;

Aux requête, poursuite et diligence de :

1^o Madame Ariioehau a METUAAARO, épouse Teumere a Manutahi;2^o Monsieur Teumere a MANUTAHU, propriétaire, agissant pour l'autorisation et l'assistance maritale de la dame susnommée, son épouse, avec laquelle il demeure au district de Haapiti, île Moorea;Pour lesquels domicile est élu à Papeete, rue du Commandant Destreman, en l'Etude de M^e Léonce BRAULT, Défenseur;

Contre :

1^o Madame Mataoa a MAHURU, propriétaire, demeurant à Borabora;2^o Monsieur Teriitemaurirai a MAHURU, pasteur, demeurant à Taaea (Nuuhiya);3^o Monsieur Pau a ARAI, cultivateur, demeurant à Papeete;4^o Mademoiselle Mahei a ARAI, célibataire majeure, demeurant à Maharepa, île Moorea;5^o Monsieur Tepauihauroa a MAHURU, Président du Conseil de district de Haapiti;6^o Madame Tetuanui a TAHURAI, tutrice naturelle des mineurs Teraihaaroa a Mahuru, demeurant à Moorea;7^o Monsieur Tavaera a METUAAARO, demeurant à Borabora;8^o Madame Puaitua a METUAAARO, assistée de son époux M. Arii, demeurant ensemble à Huahine;9^o Madame Punua a METUAAARO, assistée et autorisée de son époux M. Teanuanua, demeurant ensemble à Tahaa;10^o Monsieur Teihotua a METUAAARO, demeurant à Teaharoa;11^o Monsieur Tatau a METUAAARO, demeurant à Makatea;12^o Madame Irihaura a TEMURIHAUARI a MAHURU, demeurant à Papeete;13^o Madame Tepare a MOE, tutrice naturelle des mineurs Vehiatua a Mahuru;14^o Monsieur Taiapa a TAU, propriétaire, demeurant à Tiarei, pris en sa qualité de tuteur datif des mineurs Teritua a Maihuti;15^o Monsieur Taata a TEMARII, demeurant à Teaharoa, pris en sa qualité de tuteur datif des mineurs Tauaroa a Maihuti;16^o Monsieur Tiahoua a TAUIRA, demeurant à Haapiti, pris en sa qualité de tuteur datif des mineurs Taurua a Maihuti;17^o Monsieur Emile TAMBRUN, négociant, demeurant à Uturoa, île Raiatea, pris en sa qualité de subrogé tuteur des mineurs Teritua a Maihuti; ce dernier ayant M^e SIGOGNE, pour Défenseur;18^o Monsieur Tepauihauroa a MAHURU, pris encore en sa qualité de subrogé tuteur des autres mineurs susnommés;

Et encore en présence de :

1^o M. Chin FOO, n^o 822, banquier, demeurant à Papeete, adjudicataire surenchéri du 1^{er} lot;2^o M. Warren WOOD, propriétaire, demeurant à Moorea, adjudicataire surenchéri du 4^o lot, et surenchérisseur du 31^o lot; ce dernier ayant domicile élu en l'étude de M^e BERTRAND, Défenseur;3^o Madame Irihaura a TEMURIHAUARI, demeurant à Papeete, adjudicataire surenchérie du 31^o lot;4^o M. Yune SING, n^o 2256, propriétaire, demeurant à Papeete, surenchérisseur du 1^{er} lot;5^o M. Eretera a POHEOIOL, propriétaire, demeurant à Teaharoa;

haroa, surenchérisseur du 4^e lot; ces deux derniers ayant domicile élu en l'Etude de M^e BRAULT, Défenseur.

En exécution d'un jugement du Tribunal civil de Première instance de Papeete, en date du 15 avril 1924.

Désignation des biens à vendre :

Premier lot. — Les terres TURUTOOTO, POREHOITI et TEFAARAI, d'un seul tenant, situées à Teaharoa, aux environs de la baie de Paopao. Ces terres sont limitées du côté de la montagne par les terres Teuihiare, Tehoro, sur une longueur de 148 m.; du côté du district de Papetoai, par les terres Terava et Moha, sur une longueur de 911 m.; du côté du district d'Afareaitu, par les terres Maraeapai et Houra, sur une longueur de 911 mètres; du côté de la mer, par la terre Taiiteatea, sur une longueur de 50 m. La superficie est de sept hectares environ. Ces terres sont plantées de quinze cocotiers en rapport et de cinq cents cocotiers âgés de deux ans environ. On y trouve aussi une plantation de vanille, de caféiers, de bananiers et fei. Bon terrain pour la culture du cocotier et de la vanille. Une petite maison de douze pieds de large sur vingt-un pieds de long, couverte de vingt-quatre tôles de huit pieds, et une petite cuisine couverte de douze tôles de six pieds, sont édifiées sur ces terres.

Quatrième lot. — La terre PAVEO, située à Maharepa, limitée du côté de la mer, par la mer, sur une longueur de 350 m.; du côté d'Afareaitu par les terres Taraapura, Mouraavae, Moora, Ofaipapa, Vaitu, Varatini et Tetaa, où elle mesure 65 m. en plaine, et en montagne jusqu'au sommet sur une longueur d'environ 800 m.; du côté de Papetoai par les terres Oupua et Huahuatearu sur une longueur de 60 m. en plaine, et 800 m. environ jusqu'au sommet de la montagne, et par les terres Maitaihuua et Toutaa sur une longueur de 350 m. environ. La partie en plaine est plantée de quatre cent vingt-deux cocotiers en rapport et de cent cinquante âgés de six ans environ, de quatorze maiore. La partie en bordure de la mer est traversée par la route de ceinture sur toute sa largeur. Sa superficie en plaine est de deux hectares vingt-sept ares. Le présent lot ne comprend que les droits indivis échus à M. Maro a Tuahu et légués à dame Tetupaia a Mahuru.

Trente-unième lot. — La terre TEPIHAA, située à proximité du village de Pihaena, district de Teaharoa. Elle est traversée par la route de ceinture. Elle est bornée du côté de l'intérieur par la terre Taurinono, sur une longueur de 5 m.; du côté de la mer par la mer, sur une longueur de 53 m.; du côté d'Afareaitu par la terre Ariihopu sur une longueur de 160 mètres environ, par les terres Hitiaa et Taurinono sur une longueur de 150 mètres environ. Sa superficie est de quarante-quatre ares environ. On trouve sur cette terre vingt-six cocotiers en rapport et six maiore; une plantation de taro. Une maison de réunion, construite en bois de sapin, couverte en tôle, servant au culte protestant, a été édifiée l'année dernière sur cette terre, ce bâtiment appartient aux habitants de Pihaena et de Paopao, et n'est pas compris dans le présent lot. Une grande case construite en feuilles de cocotier est également édifiée sur cette terre. Terrain sablonneux, facile à cultiver. Une part de cette propriété a été donnée par testament par le défunt Maro a Tuahu à son épouse Tetupaia a Mahuru, en date du 20 octobre 1903. Cette part est contestée par les héritiers de la défunte Tehahe a Taimu alliés à la famille de Maro a Tuahu dont le nom figure sur d'autres revendications de propriété, avec la défunte Tehahe a Taimu, ce qui prouve que ces deux personnes sont issues de la même famille et qu'elles ont les mêmes droits.

Mises à prix :

Les mises à prix ont été fixées par le jugement précité du 15 avril 1924, ainsi qu'il suit :

1 ^{er} Lot. — Cinquante mille cent soixante-six francs soixante-six centimes, ci.	50.166 fr. 66
4 ^{me} Lot. — Cinq mille seize francs soixante-six centimes, ci.	5.016 fr. 66
31 ^{me} Lot. — Quatre mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes, ci..	4.666 fr. 66

Fait et rédigé par M^e LÉONCE BRAULT, Secrétaire de M^e BRAULT, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 15 avril 1924.

LÉONCE BRAULT, Secrétaire.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete, rue de Rivoli.

A VENDRE PAR LICITATION

sur surenchère du sixième, au plus offrant et dernier enchérissant.

Le **Mardi 27 mai 1924**, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance, séant au Palais de Justice à Papeete, aux enchères publiques des immeubles ci-après désignés dépendant des successions FENUAITI a TEIEIE, TEARERE a FENUAITI, TAAHUTI a FENUAITI, TEUFENE a FENUAITI et TEEHU a FENUAITI;

En exécution d'un jugement de ce Tribunal en date du 25 mars 1924, enregistré;

Et aux requête, poursuite et diligence de :

1^o M. Vahio a Vahirua, demeurant à Papeari, surenchérisseur des 1^{er} et 6^e lots;

2^o M. Teamio a Ahutouru, demeurant à Papeari, surenchérisseur du 2^e lot des biens ci-dessus désignés;

3^o M^{lle} Teraimeari a William Hoarai, demeurant à Vairao;

4^o M. Hanere a William Hoarai, demeurant à Vairao;

5^o M. Maraerau a Fenuaiti, dit Paniora, demeurant à Tipaerui, pris tant en son nom personnel que comme tuteur *ad hoc* des mineurs Aroomaiterai, Tepiu et Terito a Hauore a Mauri;

Ayant tous pour Défenseur M^e L. SIGOGNE, en l'Etude duquel, sise à Papeete, rue de Rivoli, ils élisent domicile;

En présence de :

1^o M. Temahu Hamblin, demeurant à Vairao, adjudicataire surenchérisseur des 1^{er} et 6^e lots;

2^o M. Tehaumanahune a Tetuanui père, demeurant à Papeari;

3^o M. Tehaumanahune a Tetuanui fils, demeurant à Papeari; ces deux derniers adjudicataires surenchéris du 2^e lot;

4^o M. Matatini a Faeta, demeurant à Papeari, pris en sa qualité de tuteur de la mineure Taurua a Tauruarii;

5^o M^{me} Teriiteraa a Fenuaiti, dite Harehoe, épouse de Rapahere a Rapahere, demeurant à Papeari;

6^o M. Rapahere a Rapahere, pris pour l'assistance et l'autorisation maritales;

7^o M^{me} Opuarii a Fenuaiti, dite aussi Mauiui a Teehu a Fenuaiti, célibataire majeure, demeurant à Paea, prise tant en son nom personnel que comme subrogée-tutrice de la mineure Taurua a Tauruarii;

8^o M^{me} Hinaraihu a Tuaiva, veuve Roura a Tati, dite Titifa v., demeurant à Hitiaa;

9^o M. Tetiatamaiti a Fenuaiti a Tati, propriétaire, demeurant à Faaone;

10^o M^{me} Teata Teufene a Fenuaiti a Tati, dite Teaea, épouse du sieur Tuteahu a Maoni, chef du district d'Hitiaa;

11^o M. Tuteahu a Maoni, pris pour l'assistance et l'autorisation maritales;

12° M. Tapare a Maru, dit Pau, cultivateur, demeurant à Maatea, district d'Afareaitu, île Moorea, pris tant en son nom personnel que comme tuteur de ses enfants mineurs issus de son mariage avec la défunte dame Tearai a Tinitua a Fenuaiti;

13° M^{me} Ahuura Tinitua a Fenuaiti, dite Roo v.;

14° M. Roo a Mare, pris pour assister et autoriser la dame susnommée avec qui il demeure à Afareaitu (Moorea);

15° M^{me} Haereraaroa a Tenitua a Fenuaiti, épouse Temarii a Pahi, demeurant à Maatea, district d'Afareaitu;

16° M. Temarii a Pahi, cultivateur, demeurant à Maatea, pris pour l'assistance et l'autorisation maritales;

17° M. Tiaiho a Tatarata, demeurant à Hitiaa, subrogé-tuteur *ad hoc* des mineurs Aroomaiterai, Tepiu a Terito a Hauore a Mauri.

Désignation des immeubles à vendre.

Premier lot. — Terre "MARAAI", sise au district de Papeari. Cette terre s'étend depuis Piriuri jusqu'à Maruuri sur une longueur de neuf mètres, et depuis Farefupa jusqu'à la montagne sur une longueur de cent quarante-quatre mètres.

Deuxième lot. — Terre "VAIAMOAMO", sise au district de Papeari. Cette terre s'étend depuis Tetuneroa ou Tehuneroa jusqu'à Urafaatu ou Uraafatui, sur la longueur résultant des barrières actuelles, et depuis Haamariri jusqu'à Tefaraparahi sur la longueur également résultant des barrières actuelles.

Sixième lot. — Terre "FARETUPA", sise au district de Papeari. Cette terre s'étend de la limite d'une autre terre Farefupa, jusqu'à toucher la terre Rautia où elle mesure 90 mètres de longueur. De l'autre côté, elle s'étend de la terre Oneroa jusqu'à toucher la terre Atinoa où elle mesure 72 mètres.

Cette vente est poursuivie à la suite des déclarations faites au greffe de ce Tribunal, l'une le 15 février 1924 par laquelle M. Teamio a Ahutouru a déclaré surenchérir du sixième le deuxième lot des biens dépendant des successions Fenuaiti a Teieie, Teahere a Fenuaiti, Taahiti a Fenuaiti, Teufene a Fenuaiti et Teehu a Fenuaiti, adjudgé, le 12 février 1924, à MM. Tahaumanahune a Tetuanui père et fils, et porter les enchères de ce lot à la somme de: Sept mille francs; l'autre le 16 février 1924, par laquelle M. Vahio a Vahirua a déclaré surenchérir du sixième les premier et sixième lots des biens ci-dessus désignés et adjudgés le 12 février 1924 à M. Temahu Hamblin, et porter les enchères de ces lots, en ce qui concerne le 1^{er} lot, à la somme de: Cent soixante-trois francs trente-trois centimes, et le 6^e lot à la somme de: Sept cents francs.

Lesdites surenchères ont été validées par jugement rendu par le Tribunal de Première instance de Papeete le 25 mars 1924, lequel a fixé la vente des lots en faisant l'objet, à la date du 27 mai 1924.

Mises à prix.

Les mises à prix ont été fixées par le jugement du 25 mars 1924, ainsi qu'il suit:

- | | |
|---|-------------|
| 1 ^{er} Lot. — Cent soixante-trois francs trente-trois centimes, ci. | 163 fr. 33 |
| 2 ^e Lot. — Sept mille francs, ci. | 7.000 fr. » |
| 6 ^e Lot. — Sept cents francs, ci. | 700 fr. » |

Fait et rédigé par M^e L. SIGOGNE, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 3 avril 1924.

Pour M^e L. SIGOGNE, Défenseur,
J. AUFRAY, Secrétaire.

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE PAR LICITATION

Le **Mardi 27 mai 1924**, à 8 heures du matin, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, les immeubles, ci-après désignés, indivis entre les consorts PUTOA et RAUHURI;

Aux requête, poursuite et diligence de:

1° Madame Teriitautua a PUNUARI, épouse assistée et autorisée de M. Michel Izal, demeurant ensemble à Punaauia;

2° Madame Tehoho a Tetuaiterai a RAIHAUTI, épouse assistée et autorisée de M. Teamo a Pihatarioro, demeurant ensemble à Haapape, pour lesquels domicile est élu à Papeete, rue du Commandant Destremau, en l'Etude de M^e L. BRAULT, Défenseur;

Contre:

1° Monsieur Tetutaata a PUTOA, propriétaire, demeurant à Haapape, ayant pour Défenseur M^e BERTRAND;

2° Madame Vahinerii DOMINGO, prise tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice naturelle de ses enfants mineurs issus de son mariage avec M. Tetuaiterai a Raihauri; ladite dame demeurant à Haapape et ayant pour Défenseur M^e SIGOGNE;

3° Madame Hutia a ETAETA, prise tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs issus de son mariage avec M. Faanoanoa a Putoa, demeurant à Mahina;

4° M. Tetua a PUTOA;

5° M. Moetu a PUTOA;

6° M. Atamoe a PUTOA;

7° M. Teremai a PUTOA;

8° M. Teamo a PUTOA;

9° M. Teheura a PUTOA;

demeurant tous à Mahina;

10° M^{me} Tefautahiri a TEHOARI, épouse de Monsieur Tahaaurii a Taurua;

11° Ledit Tahaaurii a TAURUA, pris pour l'assistance due à son épouse, la dame sus-nommée avec laquelle il demeure à Haapape;

12° Monsieur Piiau a TEIHOARI;

13° Monsieur Nuupure a RAUHURI;

14° Monsieur Teriifaatau a RAUHURI, ces trois derniers demeurant à Haapape;

15° Madame Tuarae a RAUHURI, épouse Tipoa tane;

16° Ledit TIPOA tane, pris pour l'assistance due à son épouse, la dame sus-nommée avec laquelle il demeure à Puen;

17° Monsieur Faehautoa a FAEHAUTOA, journalier, demeurant à Papeete;

18° Monsieur Teihia a FAEHAUTOA, cultivateur, demeurant à Faaa;

19° Monsieur Tehui a FAEHAUTOA, journalier, demeurant à Papeete;

20° Monsieur Narii a FAEHAUTOA, cultivateur à Haapape;

21° Monsieur Henri BRÉMOND, pris en sa qualité de tuteur *ad hoc* des mineurs Faehautoa a Tiaore et Maruoi a Tahaaruru, conformément aux dispositions d'une ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Civil de Papeete, en date du 2 novembre 1923;

22° Monsieur Oututaata a TEAOTEA, propriétaire demeurant à Haapape, pris en sa qualité de subrogé tuteur *ad hoc* des mineurs Faanoanoa a Putoa, Tetuaiterai a Raihauri, Faehautoa

à Tiaore et Maruoi à Teharuru, conformément à l'ordonnance précitée;

En exécution d'un jugement du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, rendu à la date du 14 juin 1921, ordonnant avant dire droit une expertise des biens, et d'un deuxième jugement de ce même tribunal entérinant le rapport de l'expert FROGIER, duquel il résulte les renseignements suivants:

Désignation des biens à vendre:

District de Haapape.

1°) Terre "TEIRIIRI". Cette terre est située sur la route du phare et à deux cents mètres environ de la route de ceinture.

Elle mesure quarante mètres en bordure de la route, cent six mètres de profondeur et vingt-six mètres de largeur à son extrémité. Sa superficie serait approximativement de trente-cinq ares.

On trouve sur cette parcelle: douze pieds de maiore, trois avocats, deux manguiers greffés, quarante cocotiers en rapport et treize autres non en rapport;

2°) Une **maison d'habitation** de onze mètres quatre-vingts de façade et dix mètres cinquante de profondeur, y compris véranda de deux mètres cinquante centimètres de large, avec une marquise de trois mètres vingt et un mètre quatre-vingts sur la façade.

Ce bâtiment est une construction en bois avec couverture en tôle ondulée reposant sur des piliers en maçonnerie. Il est composé: d'une marquise de trois mètres vingt et un mètre quatre-vingts, d'une véranda de façade de deux mètres cinquante de large, de deux chambres de quatre mètres soixante sur trois mètres soixante et d'une pièce centrale de quatre mètres soixante sur quatre mètres trente, de deux cabinets sur l'arrière, cabinets de trois mètres soixante sur trois mètres dix, d'un espace de quatre mètres trente et trois mètres dix sur l'arrière et entre les deux cabinets.

Les vérandahs ainsi que les pièces sont plafonnées, les portes de façade et celles donnant sur l'espace libre de l'arrière sont formées de deux battants vitrés. Un escalier en maçonnerie donne accès sur la véranda de façade.

- Bâtiment en bon état de conservation.

3°) Un **petit bâtiment** de trois mètres trente sur trois mètres dix, en bois, couverture en tôle, servant d'abri à une tombe et qui se trouve édifié sur la parcelle limitrophe "Temataeinaa".

Une **vieille bâtisse** formée de vieux matériaux et couverte de dix-huit toles de deux mètres dix. Cette construction se trouve édifiée sur la parcelle avoisinante "Temataeinaa".

Le terrain est entouré d'une clôture en fil de fer barbelé.

Le Cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé le 17 avril 1924 au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Mise à prix:

La mise à prix a été fixée par le jugement du 5 février 1924, comme suit:

LOT UNIQUE. — Onze mille francs, ci..... 11.000 fr.

Fait et rédigé par M^e LÉONCE BRAULT, Secrétaire de M^e BRAULT, Défenseur, à Papeete, le 17 avril 1924.

LÉONCE BRAULT, Secrétaire.

Etude de M^e E. THURET, Notaire à Papeete.

VENTE

Le **Lundi 12 mai 1924**, à 9 heures, il sera procédé en l'Etude de M^e THURET, Notaire à Papeete, Rue de la Gla-

cière, à la vente, par adjudication volontaire, d'un immeuble situé à Papeete, rue du Four, comprenant:

1°) UNE PARCELLE DE TERRE d'une superficie de 1.694 mètres carrés;

2°) UNE MAISON d'HABITATION édifée sur ladite parcelle de terre, construite en bois, couverte en toles, de 7 m. 30 de largeur sur 8 m. 30 de profondeur, composée de quatre pièces et une véranda en façade sur la rue du Four.

Mise à prix..... 13.000 francs.

Pour la communication du Cahier des charges et tous autres renseignements, s'adresser à l'Etude de M^e THURET, Notaire à Papeete, rue de la Glacière.

E. THURET.

Etude de M^e BERTRAND, Défenseur à Papeete.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra que suivant jugement rendu en la Chambre du Conseil du Tribunal civil de Papeete, en date du 22 avril 1924,

Monsieur GEORGES SPITZ a été nommé administrateur judiciaire *ad hoc* des biens et valeurs composant l'atelier et la boutique de Monsieur NEWTON-CHESTER REYNOLDS, à Papeete,

Et que tous ceux du chef desquels une revendication pourrait être exercée aux fins de réclamer la propriété d'objets leur appartenant, devront le faire entre les mains de M. Georges Spitz, avec pièces justificatives, dans un délai de quatre mois à compter du jour de la présente insertion.

De même, tous les créanciers de M. Reynolds sont invités à produire leurs créances et leurs titres aux mains de M. Georges Spitz, dans le même délai.

G. SPITZ.

ANNONCES DIVERSES

A VENDRE A L'AMIABLE

Propriété située rue de la Mission, comprenant maison d'habitation (6 pièces, 2 cabinets) cuisine, salle de bain, jardin.

S'adresser à M. GALLIEN.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit:

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.

STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

1^{er} trimestre 1924

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	
Colons français.....	2	3	3	»	»	3	2	3	6	11
Indigènes.....	6	2	1	2	5	4	8	7	5	20
Métis.....	3	2	»	1	2	1	4	4	1	9
Etrangers.....	5	2	3	»	2	3	5	4	6	15
Totaux.....	16	9	7	3	9	11	19	18	18	55

MARIAGES

Janvier.....	»
Février.....	»
Mars.....	»
Total.....	»

DÉCÈS

a) — Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ETRANGERS						TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe		Pendant le trimestre
	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	masculin	féminin	
de 0 à 1 an.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1	3	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	6	2	8
de 1 à 10 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2
de 10 à 25 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1	4
de 25 à 45 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	1	4	5
de 45 à 65 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2	3	5
de 65 à n ans.....	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	8	1	4
Totaux.....	2			1			3			4			8			7			3			»			16	12	28

b) — Par causes :

Tuberculose pulmonaire.....	4	Mort-nés.....	2	Hémorragie interne.....	1
Débilité congénitale.....	3	Hémorragie ombilicale.....	1	Hernie étranglée.....	1
Tumeur maligne.....	2	Tétanos.....	1	Phtisie laryngée.....	1
Convulsions.....	1	Apoplexie cérébrale.....	1	Septicémie.....	1
Mal de Bright.....	1	Sénilité.....	3	Immersion.....	1
Méningite aiguë.....	1	Broncho pneumonie double.....	1	Maladies indéterminées.....	2

Vu :

Le Chef du Service de Santé,
Dr BOURRAGUÉ.Le Chef du Service d'Hygiène,
Dr L. SASPORTAS.

TARIFS POSTAUX. — PRINCIPALES TAXES.

Limites de poids et de dimensions des objets de correspondance.

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	TARIF D'AFFRANCHISSEMENT AU DÉPART (1)	POIDS	DIMENSIONS
Lettres et Paquets clos	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 25..... De 20 à 50 grammes : 0 fr. 40..... De 50 à 100 — 0 fr. 50..... De 100 à 200 — 0 fr. 65..... et ainsi de suite en ajoutant 0 fr. 15 par 100 gr. ou fraction de 100 gr.	Poids maximum : 1 k. 500	Dimensions maxima : 0 m. 45. — Les envois expédiés sous forme de rouleaux dont le diamètre ne dépasse pas 0 m. 10 peuvent atteindre 0 m. 75 de longueur.
	Régime international	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 50. Au-dessus de 20 gr. : 0 fr. 25 par 20 gr. ou fraction de 20 gr.	2 kilog.	
Cartes postales simples	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 10 pour les cartes postales illustrées sans correspondance ou avec correspondance sur 1/2 du recto au plus. 0 fr. 20 dans tous les autres cas.		10 à 14 centimètres de longueur. 7 à 9 centimètres de largeur.
	Régime international	0 fr. 30.		
Cartes postales avec réponse payée	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 40.		
	Régime international	0 fr. 60.		
Papiers d'affaires	Régime intérieur et franco-colonial	Même tarif que les lettres.	1 k. 500	Pour être admis au tarif de 0 fr. 15 jusqu'à 20 grammes, les factures, relevés de comptes ou de factures et notes d'honoraires non acquittés, ne doivent pas comporter d'indications manuscrites autres que celles afférentes à la date, au nom et à l'adresse du débiteur et du créancier, à la nature des marchandises, à leur quantité, à leur prix, au mode d'envoi, à la nature et au montant des honoraires, à la date, au lieu et au mode de paiement.
	Régime international (3)	Jusqu'à 250 gr. : 0 fr. 50. Au-dessus de 250 gr. : 0 fr. 10 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	2 kilog.	Mêmes conditions de dimensions que les lettres dans le régime intérieur et franco-colonial.
Echantillons (3)	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 100 grammes : 0 fr. 20. De 100 à 200 — 0 fr. 35. De 200 à 300 — 0 fr. 50. De 300 à 400 — 0 fr. 65. De 400 à 500 — 0 fr. 80.	500 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30, à l'exception des étoffes collées sur papier ou carte mince, dont la longueur peut atteindre 0 m. 45, et des envois en paquet ou tubes qui peuvent également atteindre 0 m. 45 à condition que les autres dimensions ne dépassent pas 0 m. 15.
	Régime international (3)	Jusqu'à 100 gr. : 0 fr. 20. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 10 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	500 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30 sur 0 m. 20 sur 0 m. 10 ou, si les paquets ont la forme de rouleaux, 0 m. 30 de longueur sur 0 m. 15 de diamètre.
Imprimés (3) (2)	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 50 gr. : 0 fr. 05. De 50 à 100 gr. : 0 fr. 15. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 15 par 100 gr. ou fraction de 100 gr.	3 kilog.	Comme les lettres du régime intérieur et franco-colonial.
	Régime international	0 fr. 10 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	2 kilog.	
Mandats poste	Droit de commission	Jusqu'à 10 francs : 0 fr. 30 de 10 fr. 01 à 20 — 0 fr. 40 de 20 fr. 01 à 40 — 0 fr. 60 de 40 fr. 01 à 60 — 0 fr. 80 de 60 fr. 01 à 100 — 1 fr. » de 100 fr. 01 à 200 — 1 fr. 20 de 200 fr. 01 à 400 — 1 fr. 40 de 400 fr. 01 à 500 — 1 fr. 60	Maximum : 500 francs. <i>Droit de change</i> : 2 % du montant du mandat.	Les mandats-poste délivrés par les bureaux de Papeete, Raiatea et Makatea, à destination de la Colonie et des autres colonies françaises, sont exempts de la taxe additionnelle.
Recommandation	Régime intérieur et franco-colonial	Lettres, cartes postales..... Echantillons, imprimés, journaux.....	0 fr. 35. 0 fr. 25.	
	Régime international.		0 fr. 50.	
Avis de réception	Régime intérieur et franco-colonial.....		0 fr. 25.	
	Régime international.....		0 fr. 50.	

(1) *Poste restante* : Toutes les lettres adressées poste restante, subissent une surtaxe de 0 fr. 20 acquittée soit au départ soit à l'arrivée.

(2) Les échantillons et imprimés doivent être sous enveloppes, plis ou paquets ouverts, faciles à vérifier.

(3) Les cartes de visite du régime intérieur et franco-colonial ne contenant aucune formule de politesse rentrent dans la catégorie des imprimés. Elles sont admises au tarif de 0 fr. 15 lorsqu'elles contiennent une mention manuscrite de 1 à 5 mots quelconques.

SERVICE POSTAL

Marche présumée des Paquebots de l' "Union Steam Ship Company".

LIGNE SYDNEY — WELLINGTON — PAPEETE — SAN FRANCISCO
ET VICE-VERSA.

ANNÉE 1924

ALLER.

	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI
Sydney..... <i>Départ.</i>	28 fév.	27 mars	24 avril	22 mai	19 juin	17 juil.	14 août	11 sept.	9 oct.	6 nov.
Wellington.... <i>Arrivée</i>	3 mars	31 —	28 —	26 —	23 —	21 —	18 —	15 —	13 —	10 —
id. <i>Départ.</i>	4 —	1 ^{er} avril	29 —	27 —	24 —	22 —	19 —	16 —	14 —	11 —
Rarotonga.... <i>Passage</i>	8 —	5 —	3 mai	31 —	28 —	26 —	23 —	20 —	18 —	15 —
Papeete..... <i>Passage</i>	10 —	7 —	5 —	2 juin	30 —	28 —	25 —	22 —	20 —	17 —
San Francisco. <i>Arrivée</i>	21 —	18 —	16 —	13 —	11 juil.	8 août	5 sept.	3 oct.	31 —	28 —

RETOUR.

	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI
San Francisco. <i>Départ.</i>	26 mars	23 avril	21 mai	18 juin	16 juillet	13 août	10 sept.	8 oct.	5 nov.	3 déc.
Papeete..... <i>Passage</i>	5 avril	3 mai	31 —	28 —	26 —	23 —	20 —	18 —	15 —	13 —
Rarotonga.... <i>Passage</i>	8 —	6 —	3 juin	1 ^{er} juillet	29 —	26 —	23 —	21 —	18 —	16 —
Wellington... <i>Arrivée</i>	14 —	12 —	9 —	7 —	4 août	1 ^{er} sept.	29 —	27 —	24 —	22 —
id. <i>Départ.</i>	15 —	13 —	10 —	8 —	5 —	2 —	30 —	28 —	25 —	23 —
Sydney..... <i>Arrivée</i>	19 —	17 —	14 —	12 —	9 —	6 —	4 oct.	1 ^{er} nov.	29 —	27 —